

Mamoudzou, le 3 Février 2021

**LETTRE OUVERTE à l'attention de
JEAN CASTEX, PREMIER MINISTRE
JEAN-YVES LE DRIAN, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES**

Monsieur le Premier Ministre
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les **revendications du Collectif des Citoyens de Mayotte et souhaitons vous demander de prendre en compte nos attentes pour la Conférence de Haut Niveau prévue le 8 février entre vous et votre homologue comorien.**

Selon les propos de votre collègue Sébastien Lecornu (en copie), Mayotte compte dans sa population un tiers de Comoriens en situation irrégulière. Au bas mot. Nos infrastructures publiques implorent et sont incapables de faire face aux besoins fondamentaux et aux droits des Mahoraises et des Mahorais. Nous n'avons pas assez d'eau ni d'électricité pour chacun ; la violence se déchaîne pour accaparer les terres et nous faire disparaître ; les tensions communautaires sont de plus en plus fortes. Représentant du Gouvernement à Mayotte, le Préfet Colombet (en copie) et la directrice de l'ARS Dominique Voynet (en copie) répètent dans ses déclarations que l'économie clandestine comorienne est désormais la priorité officielle du gouvernement sur le confinement sans quoi l'île basculera dans les pillages: ils enterrent publiquement notre survie et l'Etat de droit dans notre département... **Mayotte vit l'enfer sous la pression migratoire comorienne et notre diplomatie doit enfin montrer ses muscles.** Nous craignons le pire si Paris n'agit pas.

La semaine dernière, **le Gouverneur d'Anjouan a appelé à l'invasion massive de Mayotte en kwassa kwassa en reprenant l'abject discours officiel comorien de colonisation de notre île** sans susciter la moindre réaction du gouvernement de Moroni ni du Quai d'Orsay. **Nous vous demandons de réagir à la hauteur de cette déclaration de guerre** et de cesser de minorer cette politique de conquête qui atteint la souveraineté de la France dans l'Océan Indien. Nous vous demandons de cesser d'accommoder Moroni qui fait chanter Paris avec son flot migratoire et la fermeture intempestives de ses frontières.

Il est plus que temps d'enfin admettre **la mauvaise foi du régime de Moroni, l'indigence du président Azali et de tirer les conséquences de l'échec des accords scélérats franco-comoriens du 22 juillet 2019 en mettant fin à la coopération avec la République des Comores et en sanctionnant le régime** qui continue à revendiquer et coloniser par sa population le département français de Mayotte. Il est plus que temps de traiter les Comores en pays hostile et de sanctionner le non respect de ses engagements internationaux.

Mayotte doit retrouver la paix et la sécurité : il nous est impossible de surmonter la crise du coronavirus tant que les Comores envoie chaque jour sur nos plages ses ressortissants contaminés. Au delà de la reprise immédiate et pérenne des conduites aux Comores, nous vous demandons de rendre effective la fermeture de nos frontières et de **renforcer immédiatement la Marine nationale à Mayotte avec l'affectation permanente d'une Frégate de Surveillance** ou Frégate Légère Furtive type Lafayette en attendant la livraison de Patrouilleurs d'Outre-Mer attachés à notre département.

Nous estimons que la **République des Comores doit régler la facture de son inconséquence** et assumer les dépenses publiques occasionnées par ses ressortissants: Mayotte ne peut pas continuer à payer les frais de ses bourreaux. L'Etat français ne peut pas financer l'anarchie comorienne sur notre île en maintenant une gratuité d'exception pour les services publics offerts à ceux qui entrent illégalement sur notre territoire.

Il est urgent de **déduire des aides françaises aux Comores le montant des frais médicaux de leurs ressortissants au Centre Hospitalier de Mamoudzou et le montant de la scolarisation** des ressortissants comoriens à Mayotte. Il est urgent de déduire des aides françaises aux Comores le montant **des frais d'expulsion, frais d'aide juridictionnelle, frais d'incarcération, frais d'encadrement des mineurs délinquants et amendes impayées** de leurs ressortissants occasionnés à Mayotte. Il est urgent de déduire des aides françaises aux Comores le montant **des aides alimentaires distribuées (7 millions d'Euros)** lors du confinement du Printemps 2020 aux ressortissants comoriens dans les bidonvilles.

Le plus pauvre département français qu'est Mayotte ne peut pas continuer à être le réceptacle de la misère comorienne : **Moroni doit s'occuper de ses ressortissants et signer la convention de coopération judiciaire pour que les peines de prison infligées aux Comoriens à Mayotte soient purgées aux Comores.** Moroni doit s'occuper de ses ressortissants et **prendre en charge sur son propre territoire les milliers de mineurs isolés** qui errent à Mayotte après leur abandon par leur mère illégalement entrées sur l'île. A minima, les millions d'euros de frais occasionnés par leur encadrement par les services sociaux du Conseil départemental à Mayotte doivent être déduits des aides accordées aux Comores. A long terme, les ressortissants comoriens en situation irrégulière doivent être interdits de territoire et les bidonvilles qui les abritent détruits. Nous vous demandons d'envoyer un **message clair aux personnalités comoriennes qui encouragent et bénéficient, organisent le trafic humain et la colonisation de Mayotte.** Il est urgent de **bloquer leurs comptes et opérations bancaires** transitant par la Banque de France, de saisir leur biens en France et de les déchoir de leur nationalité française.

Pour que Mayotte perde toute attractivité, nous vous demandons enfin que la **Préfecture de Mamoudzou cesse la délivrance de permis de séjour territorialisés et la régularisation des citoyens comoriens à Mayotte:** tout dossier doit être examiné au niveau consulaire aux Comores.

La situation à Mayotte est radicalement grave et elle exige des solutions radicales avec un changement d'orientation du Quai d'Orsay: nous espérons que vous répondrez aux attentes légitimes de notre île, française depuis 1841, trésor stratégique du Canal du Mozambique riche en talents, en hydrocarbures, ressources halieutiques et nodules marins. L'approche de Paris quant au sort de notre département doit sortir d'une analyse hors sol ignorant l'Histoire des Mahoraises et les Mahorais, sortir de la partisanerie et des postures idéologiques.

En vous priant d'agréer nos respectueuses salutations, nous vous rappelons la devise de notre île : Ra Hachiri. Nous sommes vigilants.

Estelle Youssouffa
Présidente du Collectif des Citoyens de Mayotte
(association loi 1901)